RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence nationale de l'habitat Anah

Attestation sur l'honneur du représentant unique dans le cadre d'une demande d'aide portant sur un bien en indivision

Je soussigné(e), ... ,
renseigner ci-dessus le nom et le prénom

né(e) le |__|__| |__|__| |__|__|__|__|
date de naissance (jj/mm/aaaa)

demeurant au ..... ,
lieu de résidence principale (adresse complète)

atteste sur l'honneur être propriétaire en indivision du bien situé au

.....
mentionner l'adresse du bien appartenant à l'indivision

et être dûment mandaté(e) par l'ensemble des indivisaires, afin de, au nom et pour le compte de l'indivision :

- faire réaliser les travaux « objets de la demande d'aide » dans le logement susvisé ;
- constituer et déposer la demande d'aide auprès de l'Agence nationale de l'habitat (l'Anah), sous le numéro de dossier ....., recevoir et traiter toute correspondance avec l'Anah ;
- communiquer à l'Anah tout document nécessaire au calcul et au versement de l'aide et en percevoir le montant.

En vertu de ce mandat :

- j'atteste qu'aucune autre demande d'aide n'a été déposée pour les mêmes travaux sur le bien indivis ;
- j'atteste que l'indivision s'engage à respecter les engagements de location (pour les propriétaires bailleurs) ou d'occupation (pour les propriétaires occupants) liés au bénéfice de l'aide.

Je m'engage, en tout état de cause, à reverser personnellement à l'Anah les sommes perçues au titre de l'aide, en cas de retrait de celle-ci.

Je suis informé(e) que :

- tout ou partie du montant de l'aide pourra être retiré en cas de non-respect de ces engagements et de la réglementation en vigueur ;
- l'ensemble des indivisaires s'expose à des sanctions financières, ainsi qu'à des poursuites judiciaires en cas de fausse déclaration, de fraude ou de tentative de fraude.

Je certifie l'exactitude des renseignements portés sur la présente attestation.

Fait à ....., le .....

Nom et prénom :

.....

Signature :

Conformément aux dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles : les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre demande de subvention ainsi qu'à des exploitations statistiques, de suivi et évaluation des politiques publiques, de lutte contre la fraude et/ou de contrôles. Vous pouvez accéder aux données vous concernant, les rectifier, demander leur effacement ou exercer votre droit à la limitation du traitement de vos données. Vous pouvez également vous opposer au traitement de vos données. Pour en savoir plus sur le traitement de vos données personnelles ainsi que sur la manière d'exercer vos droits, vous êtes invité(e) à consulter notre politique de protection des données.